

**Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Région wallonne,
la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à l'organe
interrégional pour les prestations familiales**

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales,

Après délibération,

ARRETE :

La Ministre en charge des allocations familiales est chargée de présenter au Parlement wallon le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle des matières visées à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'organe interrégional pour les prestations familiales.

Namur, le ... (date).

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Elio DI RUPO

La Ministre en charge des allocations familiales,



Valérie DE BUE

Avant-projet de décret portant assentiment à Accord de coopération entre la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à l'organe interrégional pour les prestations familiales

Exposé des motifs

1. Contexte

Dans le cadre de la Sixième réforme de l'État, la compétence des prestations familiales a été défédéralisée et transférée à la Communauté flamande, à la Fédération Wallonie-Bruxelles, à la Communauté germanophone et à la Commission communautaire commune (Cocom). A la faveur de la réforme dite « de la Sainte-Emilie », la Fédération Wallonie-Bruxelles a retransféré cette compétence à la Région wallonne comme le permet l'article 138 de la Constitution.

Dans le cadre d'une coopération interrégionale, les entités fédérées ont conclu un accord de coopération le 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales.

Les entités fédérées, réunies dans le cadre du Comité ad hoc ont défini les contours de cette collaboration. Elles ont opté pour la création d'un organe interrégional par la voie d'un accord de coopération, qui en définit les compétences, la forme juridique et les organes.

La Communauté flamande a souhaité ne plus être partie à l'accord de coopération du 30 mai 2018 et sortir de la composition de l'organe interrégional pour les prestations familiales à dater du 1er janvier 2022. Dès lors, il y a lieu de conclure un nouvel accord de coopération entre la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone afin de fixer la nouvelle composition et de redéfinir les missions et le financement de l'organe interrégional pour les prestations familiales en tenant compte des entités fédérées qui sont parties à cet accord.

2. Contenu de l'accord

Un certain nombre de termes dans l'accord de coopération utilisés sont définis (article 1^{er}).

L'organe interrégional conserve son nom et son siège (article 2).

Les missions de l'organe interrégional identifiées sont définies (article 3). Ces missions sont diverses. Ainsi, l'organe gèrera l'application Trivia, coordonnera et répartira les dossiers pour les trois entités dans un contexte international et ce, en application des facteurs de rattachement tels que repris à l'article 2 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales. Si nécessaire, l'ORINT peut fournir une expertise relative aux questions liées au contexte international des prestations familiales à la demande d'une entité fédérée. Seule la gestion des dernières archives de FAMIFED reste à prévoir au sein de cet accord, ce qui permet à l'ORINT de poursuivre le travail accompli précédemment. La liste des missions figure à l'article 3 et se termine par la possibilité, pour l'Assemblée générale de l'ASBL, de lui en confier d'autres. L'ajout de nouvelles missions donnera lieu à des modifications statutaires. Compte tenu de la nécessité

d'apporter à temps et de façon précise les modifications nécessaires en matière d'organisation et de fonctionnement de l'organe interrégional, la rapidité et la flexibilité qu'offrent des modifications statutaires sont d'une importance primordiale. Un accord de coopération n'offrirait pas les mêmes garanties de flexibilité. Cependant, ces missions se limitent à des aspect purement technique ou administratif.

L'article 4 indique le traitement de données à caractère personnel qui est effectué et lié aux missions de l'ORINT. Cet article définit :

- les finalités du traitement de données à caractère personnel dans le cadre des missions de l'ORINT qui est nécessaire pour accomplir ses missions. En effet, par exemple, pour assurer la bonne répartition des dossiers entre les entités fédérées, l'ORINT a besoin des catégories de données mentionnées à cet article afin de les rattacher à l'une ou l'autre entité en fonction des critères de rattachement ;
- la catégorie de destinataires des données à caractère personnel est le personnel de l'ORINT ;
- les catégories de données et les données traitées sont celles reprises dans l'article et sont classées par catégorie de personnes concernées par le traitement de données à caractère personnel ;
- le responsable de traitement des données qui est l'ORINT;
- le délai de conservation des données ;
- les mesures de sécurité et la gestion des accès à ces données.

Les articles 5 à 10 prévoient la création, la composition et le fonctionnement de l'organe d'administration. Il est ici tenu compte du fait que les missions exécutées par l'organe interrégional ne le sont pas nécessairement pour compte de toutes les entités. Dans certains cas, les missions sont confiées par une, deux ou trois entités. Le mécanisme prévu dans ce cas est la création de chambres en fonction de la mission. L'organe d'Administration prend l'initiative de créer une chambre dès que toutes les entités fédérées décident de ne pas assumer conjointement une mission au sein de l'association. L'organe d'Administration siège valablement si les entités qui composent la chambre en charge de la mission inscrite à l'ordre du jour sont représentées. Il ne peut déroger à l'avis d'une chambre que si la mission est insuffisamment financée pour être assumée.

Les articles 9 et 10 prévoient la composition de l'Assemblée générale et précisent que son fonctionnement sera fixé dans les statuts.

Les articles 11 à 13 traitent du personnel de l'organe interrégional relevant des entités fédérées. Le personnel reste assujéti aux dispositions relatives au personnel de leur entité d'origine. Le personnel n'est pas mis à disposition au sens de la loi du 24 juillet 1987 mais leur lieu d'exercice se situe au siège de l'ORINT.

L'article 12 précise que la Communauté germanophone peut toutefois choisir d'attribuer des budgets spécifiques par année budgétaire, en vue de financer sa part dans les frais de personnel de l'association.

Les dispositions relatives au financement et au budget sont prévues aux articles 14 à 16. Les coûts de personnel et de fonctionnement de l'association sont supportés par chacune des entités fédérées conformément à la clé de répartition qui est basée sur le pourcentage du nombre d'enfants entre 0 et 18 ans par entité fédérée et qui a été fixée dans l'article 47/5, § 5 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Un

rééquilibrage des frais de fonctionnement est prévu à l'article 14 afin de tenir compte du personnel mis à disposition par les entités fédérées et donc des masses salariales que génère ce personnel. Le financement des missions qui ne sont pas réalisées conjointement par toutes les entités est prévu par la chambre en charge de la mission.

L'article 15 prévoit que l'organe d'administration détermine le budget et qu'il doit soumettre les comptes annuels, la proposition budgétaire et le rapport annuel de l'association à l'approbation de l'Assemblée générale.

La gestion financière de l'association est contrôlée par un réviseur d'entreprises, choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (article 16).

Un article (17) prévoit la résolution des litiges d'abord par une commission ad hoc et ensuite par la juridiction de coopération.

Il est également précisé que tous les engagements pris par l'ORINT antérieurement à l'accord de coopération comme les contrats en cours sont maintenus et doivent éventuellement être adaptés afin d'être applicables aux trois seules entités (article 18).

L'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales est abrogé (article 19).

Enfin, l'accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et se termine le 31 décembre 2023. Il peut être prolongé (article 20).

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 2

Ce décret porte assentiment à l'accord de coopération du... (date) entre la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à l'organe interrégional pour les prestations familiales.

Article 3

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret d'assentiment. La date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2022 qui correspond à l'effectivité de la sortie de la Communauté flamande de l'accord de coopération du 30 mai 2018.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen	Accord de coopération entre la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à l'organe interrégional pour les prestations familiales	Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des Interregionalen Organs für die Familienleistungen
Aanhef	Préambule	Einleitender Text
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, § 1, IV, ingevoegd door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming en 92bis, gewijzigd door de Bijzondere wet van 6 januari 2014 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 5, § 1 ^{er} , IV, inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat et 92bis modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 §1 IV, eingefügt durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform und Artikel 92bis abgeändert durch das Sondergesetz zur Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof und des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen;
Gelet op het bijzondere decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen en het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;	Considérant le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;	In Erwägung des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird und des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, § 2;	Considérant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, article 4, § 2;	In Erwägung des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4 §2;
Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;	Considérant le décret de la Région wallonne du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales ;	In Erwägung des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen;
Gelet op de ordonnantie van 25 april 2019 tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag;	Considérant l'ordonnance du 25 avril 2019 réglant l'octroi des prestations familiales ;	In Erwägung der Ordonnanz vom 25. April 2019 zur Regelung der Gewährung von Familienleistungen;
Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen;	Considérant le décret de la Communauté germanophone du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales ;	In Erwägung des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. April 2018 über die Familienleistungen;
Overwegende de intentie van de ondertekenende gefedereerde deelentiteiten om bepaalde aspecten inzake gezinsbijslag gezamenlijk te beheren;	Considérant l'intention des entités fédérées signataires de gérer conjointement certains aspects des prestations familiales ;	In Erwägung der Absicht der unterzeichnenden Gebietskörperschaften, bestimmte Aspekte im Bereich der Familienleistungen gemeinsam zu verwalten;
Overwegende de noodzaak om de betrokken acties van die gefedereerde deelentiteiten te coördineren;	Considérant la nécessité de coordonner les actions concernées de ces entités fédérées ;	In Erwägung der Notwendigkeit, die betreffenden Handlungen dieser Gebietskörperschaften zu koordinieren;
Overwegende dat een dergelijke coördinatie onontbeerlijk is en effectieve samenwerking vereist van de partijen die dit samenwerkingsakkoord ondertekenen;	Considérant qu'une telle coordination est indispensable et exige une collaboration effective des parties signataires du présent accord de coopération ;	In Erwägung, dass eine solche Koordinierung unerlässlich ist und eine effektive Zusammenarbeit der Unterzeichnerparteien dieses <i>Zusammenarbeitsabkommens</i> erfordert;
Gelet op de opzegging van 20 november 2020 door de Vlaamse Gemeenschap van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen;	Considérant la résiliation du 20 novembre 2020 par la Communauté flamande de l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales;	In Erwägung der Kündigung vom 20. November 2020 durch die Flämische Gemeinschaft des <i>Zusammenarbeitsabkommens</i> vom 30. Mai 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der

		Schaffung eines Interregionalen Organs für die Familienleistungen;
Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschap de vzw ORINT verlaat op 31 december 2021;	Considérant que la Communauté flamande quitte l'asbl ORINT le 31 décembre 2021;	In Erwägung, dass die Flämische Gemeinschaft die VoG Orint am 31. Dezember 2021 verlässt;
Overwegende dat de drie andere gefedereerde deelentiteiten het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen, opgericht door het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen, wensen te behouden;	Considérant la volonté de maintenir pour les trois autres entités fédérées l'organe interrégional pour les prestations familiales créé par l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales ;	In Erwägung des Willens das Interregionale Organ für die Familienleistungen, das durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Mai 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Schaffung eines Interregionalen Organs für die Familienleistungen geschaffen wurde, für die drei anderen Gebietskörperschaften beizubehalten;
het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president en de Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid;	la Région wallonne, représentée par le Ministre-Président et la Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière;	haben die Wallonische Region, vertreten durch den Ministerpräsidenten und die Ministerin für Öffentlichen Dienst, Informatik, Verwaltungsvereinfachung, Kindergeld, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit;
de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de voorzitter van het Verenigd College en de leden van het Verenigd College bevoegd voor de Gezinsbijslagen;	la Commission communautaire commune, représentée par le Président du Collège réuni et les membres du Collège réuni en charge des Prestations familiales;	die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch den Vorsitzenden des Vereinigten Kollegiums und die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums, zuständig für Familienleistungen;
de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de viceminister-president, minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	la Communauté germanophone, représentée par le Ministre-Président et le vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement;	die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;
Zijn het volgende overeengekomen:	Ont convenu ce qui suit:	folgendes vereinbart:

Bepalingen	Dispositions	Bestimmungen
HOOFDSTUK 1. - Definities	CHAPITRE 1er. – Définitions	KAPITEL 1. – Begriffsbestimmungen
<p>Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord en enkel in dat kader moet verstaan worden onder:</p> <p>1° gefedereerde deelentiteiten: het Waalse Gewest, voor de gebiedsomschrijving van het Franse taalgebied, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, voor de gebiedsomschrijving van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en de Duitstalige Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Duitse taalgebied;</p> <p>2° gezinsbijslagen: de bijslagen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;</p> <p>3° ORINT: het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen, vereniging zonder winstoogmerk;</p> <p>4° samenwerkingsakkoord van 6 september 2017: samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling</p>	<p>Article 1er. Pour l'application du présent accord de coopération et uniquement dans ce cadre, on entend par :</p> <p>1° entités fédérées : la Région wallonne, pour le ressort territorial de la région de langue française, la Commission communautaire commune, pour le ressort territorial de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone, pour le ressort territorial de la région de langue allemande ;</p> <p>2° prestations familiales : les prestations visées à l'article 5, § 1er, IV de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;</p> <p>3° l'ORINT : l'Organe interrégional pour les prestations familiales, association sans but lucratif;</p> <p>4° accord de coopération du 6 septembre 2017: accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et</p>	<p>Artikel 1. Bei der Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens und nur in diesem Rahmen versteht man unter:</p> <p>1° Gebietskörperschaften: die Wallonische Region, mit territorialer Zuständigkeit für das französische Sprachgebiet, die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, mit territorialer Zuständigkeit für die zweisprachige Region Brüssel-Hauptstadt sowie die Deutschsprachige Gemeinschaft mit territorialer Zuständigkeit für das deutsche Sprachgebiet;</p> <p>2° Familienleistungen: die in Artikel 5 §1 IV des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Leistungen;</p> <p>3° ORINT: das Interregionale Organ für die Familienleistungen, Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht</p> <p>4°Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017: Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Angliederungsfaktoren, der Verwaltung der</p>

inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen.	les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales	Altlasten, des Datenaustausches im Bereich der Familienleistungen und der Bedingungen für die Zuständigkeitsübertragung zwischen den Kindergeldkassen
HOOFDSTUK 2. – Wijziging van de samenstelling en van de opdrachten van ORINT	CHAPITRE 2. – Modification de la composition et des missions de l'ORINT	KAPITEL 2. - Änderung der Zusammensetzung und der Aufgaben von ORINT
<p>Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord handhaaft het voortbestaan van ORINT. Het herdefinieert zijn opdrachten en legt zijn nieuwe samenstelling vast, rekening houdend met de gefedereerde deelentiteiten die de partijen van dit akkoord vormen.</p> <p>ORINT behoudt zijn zetel in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.</p> <p>ORINT wordt beheerd door een bestuursorgaan.</p>	<p>Art. 2. Le présent accord de coopération maintient l'existence de l'ORINT. Il redéfinit ses missions et fixe sa nouvelle composition en tenant compte des entités fédérées qui sont parties à cet accord.</p> <p>L'ORINT garde son siège dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.</p> <p>L'ORINT est administrée par un organe d'administration.</p>	<p>Art. 2. Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen erhält ORINT aufrecht. Es legt seine Aufgaben neu fest und bestimmt seine neue Zusammensetzung unter Berücksichtigung der Gebietskörperschaften, die Parteien dieses Abkommens sind.</p> <p>ORINT behält seinen Sitz im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt.</p> <p>ORINT wird von einem Verwaltungsorgan geleitet.</p>
HOOFDSTUK 3. - Opdrachten	CHAPITRE 3. - Missions	KAPITEL 3. - Aufgaben
<p>Art. 3. ORINT vervult de volgende opdrachten voor rekening van het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap:</p> <p>1° het beheer van de Trivia-toepassing, die een computerapplicatie is die toegankelijk gemaakt wordt voor de kinderbijslaginstellingen en de toezichthoudende diensten en die toelaat:</p>	<p>Art. 3. L'ORINT accomplit les missions suivantes pour le compte de la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone :</p> <p>1° la gestion de l'application Trivia qui est une application informatique mise à la disposition des organismes d'allocations familiales et des services de contrôle et qui permet:</p>	<p>Art. 3. ORINT nimmt im Namen der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft folgende Aufgaben wahr:</p> <p>1° Die Verwaltung der Trivia-Anwendung, die eine IT-Anwendung ist, die den Kindergeldeinrichtung und den Aufsichtsbehörden zur Verfügung gestellt wird und die dazu dient:</p>

<p>a) om een cumul van betalingen te vermijden door middel van haar database genaamd het Kadaster, dat daartoe een aantal basisgegevens van het kinderbijslagdossier vermeldt, meer bepaald de betalingsperiodes, de integratieperiodes, het kraamgeld en de identificatiegegevens van de actoren in het dossier bedoeld in artikel 4, § 2, 1°;</p> <p>b) om toegang te verwerven tot het netwerk bedoeld in artikel 2, eerste lid, 9°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid met oog op de vaststelling van het recht op gezinsbijslag.</p>	<p>a) d'éviter un cumul de paiements au moyen de sa base de données appelée le Cadastre qui, à cet effet, contient un certain nombre de données de base du dossier d'allocations familiales, à savoir les périodes de paiement, les périodes d'intégration, l'allocation de naissance et les données d'identification des acteurs du dossier visé à l'article 4, § 2, 1° ;</p> <p>b) d'accéder au réseau visé à l'article 2, alinéa, 1^{er}, 9°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à la l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale en vue de l'établissement du droit aux prestations familiales.</p>	<p>a) eine Kumulierung von Zahlungen zu vermeiden mittels ihrer Datenbank namens Kataster, die zu diesem Zweck eine gewisse Anzahl von Basisdaten der Kindergeldakte enthält, nämlich die Zahlungsperioden, die Integrationsperioden, die Geburtsprämie und die Identifikationsdaten der Akteure der Akte wie in Artikel 4, § 2, 1° vorgesehen;</p> <p>b) Zugang auf das in Artikel 2, Absatz 1, 9° des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Netzwerk zu geben, um den Anspruch auf Familienleistungen festzustellen.</p>
<p>Dit beheer wordt vervuld zoals bepaald in artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017;</p>	<p>Cette gestion est accompli comme prévu à l'article 8 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017;</p>	<p>Diese Verwaltung erfolgt wie in Artikel 8 des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. September 2017 vorgesehen;</p>
<p>2° de verdeling en de coördinatie van de kinderbijslagdossiers met betrekking tot de internationale context, en dat in toepassing van de aanknopingsfactoren zoals vermeld in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017, alsook het ter beschikking stellen van de nodige expertise ter zake;</p>	<p>2° la répartition et la coordination des dossiers de prestations familiales relatifs au contexte international et ce, en application des facteurs de rattachement tels que repris à l'article 2 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 ainsi que la mise à disposition de l'expertise nécessaire en la matière;</p>	<p>2° die Verteilung und Koordinierung der Familienleistungsakten im internationalen Kontext in Anwendung der Angliederungsfaktoren gemäß Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 6. September 2017 und die Zurverfügungstellung des erforderlichen diesbezüglichen Fachwissens;</p>

<p>3° het beheer van de papieren en digitale archieven van Famifed;</p> <p>4° de identificatie van de kinderen van wie de rechten op kinderbijslag niet in het Waalse Gewest en in de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geactiveerd zijn (vergelijking tussen de gegevens in het Kadaster, de KSZ of andere databanken);</p> <p>5° alle andere opdrachten die door de algemene vergadering met unanimiteit aan ORINT worden opgedragen indien zij louter technische of administratieve maatregelen betreffen.</p>	<p>3° la gestion des archives, sur support papier et numérique, de FAMIFED ;</p> <p>4° l'identification des enfants dont les droits aux allocations familiales ne sont pas activés en Région wallonne et en Commission communautaire commune (comparaison entre les données du Cadastre, de la BCSS ou des autres bases de données) ;</p> <p>5° toutes les autres missions qui lui sont confiées à l'unanimité par l'Assemblée générale si elles concernent des mesures purement techniques ou administratives.</p>	<p>3° die Verwaltung der Archive von FAMIFED, in Papierform oder in digitaler Form;</p> <p>4° die Identifizierung der Kinder, deren Kindergeldansprüche in der Wallonischen Region und in der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission nicht aktiviert sind (Vergleich zwischen den Daten im Kataster, in der ZDSS oder in anderen Datenbanken);</p> <p>5° alle anderen ihm von der Generalversammlung einstimmig übertragenen Aufträge.</p>
HOOFDSTUK 4. – Essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens	CHAPITRE 4. – Éléments essentiels du traitement de données à caractère personnel	KAPITEL 4. – Wesentliche Element der Verarbeitung von personenbezogenen Daten
<p>Art. 4. Art. 4. § 1. De verwerking van persoonsgegevens die plaatsvindt in het kader van de werking van ORINT beperkt zich tot de doeleinden bepaald in artikel 3.</p> <p>De integriteit, de vertrouwelijkheid en de evenredigheid van de gegevens van de bevolking die in aanmerking komt voor gezinsbijslagen, worden gewaarborgd doordat ORINT de berichten alleen doorstuurt naar de overheidsinstellingen van de gefedereerde entiteiten die belast zijn met de gezinsbijslag en naar de kinderbijslaginstellingen die bevoegd zijn om de informatie te verwerken, en dit in de mate die strikt noodzakelijk is volgens de</p>	<p>Art. 4. § 1^{er}. Le traitement des données à caractère personnel qui a lieu dans le cadre des activités de l'ORINT est limité aux finalités énoncées à l'article 3.</p> <p>L'intégrité, la confidentialité et la proportionnalité des données de la population éligible au droit aux allocations familiales sont garanties par le routage par l'ORINT des messages uniquement destinés aux organismes publics des entités fédérées en charge des allocations familiales et aux organismes d'allocations familiales compétentes pour traiter l'information et ce, dans la stricte mesure du</p>	<p>Art.4 § 1. Die Verarbeitung personenbezogener Daten, die im Rahmen der Tätigkeiten von ORINT stattfindet, ist auf die in Artikel 3 genannten Zwecke beschränkt.</p> <p>Die Integrität, die Vertraulichkeit und die Proportionalität der Daten der Bevölkerung, die Anrechte auf Kindergeld eröffnen können, werden dadurch gewährleistet, dass ORINT die Nachrichten nur an öffentlichen Einrichtungen weiterleitet, die zuständig sind für das Kindergeld und nur an die Kindergeldeinrichtungen, die zuständig sind um die Information zu verarbeiten und dies in dem Maße in dem dies strikt notwendig ist in</p>

<p>decreten en ordonnances bedoeld in paragraaf 5.</p>	<p>nécessaire que ce que requiert les décrets et ordonnances visés au paragraphe 5.</p>	<p>Anwendung der Dekrete und Ordonnanzen erwähnt in Paragraf 5.</p>
<p>§ 2. ORINT verwerkt de volgende categorieën van persoonsgegevens:</p> <p>1° voor het kind, de bijslagtrekkende en de sociaal verzekerde in de zin van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017:</p> <p>a) de identificatiegegevens: naam, voornaam, het identificatienummer van het Rijksregister en het identificatienummer bis zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de geboorteplaats en datum, het geslacht, de burgerlijke stand, de nationaliteit en de sterfdatum;</p> <p>b) de gezinssamenstelling: de personen die het huishouden vormen in de zin van artikel 3, eerste lid, 9°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.</p> <p>2° voor het kind:</p>	<p>§ 2. L'ORINT traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :</p> <p>1° pour l'enfant, l'allocataire, l'assuré social au sens de l'accord de coopération du 6 septembre 2017:</p> <p>a) les données d'identification: nom, prénom, le numéro d'identification du Registre national et le numéro d'identification bis visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à la l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, le lieu et date de naissance, le sexe, l'état civil, la nationalité, la date du décès;</p> <p>b) la composition de ménage: les personnes qui composent le ménage au sens de l'article 3, alinéa 1er, 9°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.</p> <p>2° pour l'enfant :</p>	<p>§ 2. ORINT verarbeitet folgende Kategorien personenbezogener Daten:</p> <p>1° für das Kind, den Empfänger und den Sozialversicherten im Sinne des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017:</p> <p>a) die Identifikationsdaten: Name, Vorname, die Erkennungsnummer des Nationalregisters und die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank erwähnt in Artikel 8 §1 2° des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, Geburtsort und -datum, Geschlecht, Zivilstand, Staatsangehörigkeit, Todesdatum;</p> <p>b) die Haushaltszusammensetzung: die Personen den Haushalt bilden im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 9° des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen.</p> <p>2° für das Kind:</p>

<p>a) de opleidingssituaties en de socio-professionele situaties die strikt noodzakelijk zijn voor de vaststelling van het recht voor het meerderjarig kind;</p> <p>b) De gegevens over de gezondheid met het oog op de vaststelling van een recht op een toeslag voor kinderen met een aandoening</p> <p>c) De gegevens betreffende de gerechtelijke beslissingen en de beslissingen betreffende de jeugdbescherming, ter aanwijzing van de bijslagtrekkende;</p> <p>d) Het wezenstatuut teneinde het recht op een wezentoeslag vast te stellen;</p> <p>e) Het recht op de verhoogde verzekeringstegemoetkoming in de verzekering voor geneeskundige verzorging zoals bedoeld in artikel 37, § 19, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;</p> <p>3° Voor de bijslagtrekkende en voor de rechthebbende in de zin van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017:</p>	<p>a) la situation d'éducation et la situation socioprofessionnelle qui sont strictement nécessaires afin d'établir le droit pour l'enfant majeur;</p> <p>b) les données sur la santé afin d'établir le droit à un supplément pour enfant atteint d'une affection;</p> <p>c) les données concernant les décisions judiciaires et les décisions relatives à la protection de la jeunesse, en vue de la désignation de l'allocataire;</p> <p>d) le statut d'orphelin afin d'établir le droit à un supplément orphelin ;</p> <p>e) le droit à l'intervention majorée de l'assurance soins de santé au sens de l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994;</p> <p>3° pour l'allocataire et pour l'assuré social au sens de l'accord de coopération du 6 septembre 2017: les données relatives à des situations de</p>	<p>a) die berufsständische Situation und die Ausbildungssituation, die strikt notwendig sind, um das Anrecht des volljährigen Kindes festzustellen;</p> <p>b) die Gesundheitsdaten, um das Anrecht auf Zuschlag für Kinder mit einer Beeinträchtigung festzustellen;</p> <p>c) Daten betreffend gerichtliche Entscheidungen und Jugendhilfeentscheidungen, um den Empfänger zu bestimmen;</p> <p>d) Das Waisenstatut, um das Anrecht auf einen Waisenzuschlag festzustellen;</p> <p>e) das Anrecht auf die erhöhte Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung gemäß Artikel 37 §19 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung;</p> <p>3° für den Empfänger und für den Sozialversicherten im Sinne des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September</p>
---	--	--

<p>de gegevens over beroepsactiviteit in loondienst en zelfstandige arbeid, over werkloosheid, pensioen, ziekte, invaliditeit en over inkomen, met het oog op de vaststelling van het recht op de sociale toeslagen;</p> <p>4° Voor de sociaal verzekerde in de zin van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017: de gegevens over de socioprofessionele situaties vermeld in de bijlage van het voormelde akkoord met het oog op het bepalen van de bevoegde gefedereerde deelentiteit en van de bevoegdheid van de Staten op grond van de verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels of op grond van de bilaterale overeenkomsten betreffende de sociale zekerheid.</p> <p>§ 3. De verwerking van persoonsgegevens gebeurt door de personeelsleden van ORINT die de Trivia-applicatie beheren en de dossiers in een internationale context zover de verwerking noodzakelijk is voor de doeleinden bepaald in artikel 3.</p> <p>De kinderbijslaginstellingen en de toezichthoudende diensten van de gefedereerde deelentiteiten hebben toegang tot de Trivia-applicatie volgens de volgende modaliteiten:</p>	<p>travail salarié et travail indépendant, relatives aux chômage, pension, maladie, invalidité et relatives aux revenus, afin d'établir le droit aux suppléments sociaux;</p> <p>4° pour l'assuré social au sens de l'accord de coopération du 6 septembre 2017: les données relatives aux situations socio-professionnelles mentionnées à l'annexe dudit accord afin de déterminer l'entité fédérée compétente et d'établir la compétence des États en vertu du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ou en vertu d'accords bilatéraux sur la sécurité sociale.</p> <p>§ 3. Les données à caractère personnel sont traitées par les membres du personnel de l'Orint qui gèrent l'application Trivia et les dossiers relatifs au contexte international dans la mesure où le traitement est nécessaire aux fins prévues à l'article 3.</p> <p>Les organismes d'allocations familiales et les services de contrôle des entités fédérées ont accès à l'application Trivia selon les modalités suivantes :</p>	<p>2017: die Daten über Lohnarbeit und Selbstständige Arbeit, Arbeitslosigkeit, Pension, Krankheit, Invalidität und Einkommen, um das Anrecht auf Sozialzuschläge festzustellen;</p> <p>4° für den Sozialversicherten im Sinne des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017: Daten über die berufsständische Situation gemäß dem Anhang dieses Abkommens, um die zuständige Gebietskörperschaft festzustellen und um die Zuständigkeit der Staaten in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 883/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit oder in Anwendung von bilateralen Abkommen über die soziale Sicherheit.</p> <p>§ 3. Die personenbezogenen Daten werden durch die Personalmitglieder von Orint verarbeitet, die die Trivia-Anwendung und Familienleistungsakten im internationalen Kontext verwalten insofern dies für die in Artikel 3 erwähnten Zwecke notwendig ist.</p> <p>Die Kindergeldeinrichtung und die Aufsichtsbehörden der Gebietskörperschaften haben nach folgenden Modalitäten Zugang zur Trivia-Anwendung:</p>
--	--	--

<p>1° tot de volledige database van het Kadaster bedoeld in artikel 3, 1°, a), teneinde een cumul van betalingen te vermijden;</p> <p>2° tot het netwerk bedoeld in artikel 3, 1°, b), teneinde het recht op gezinsbijslag vast te stellen in de dossiers waarvoor zij bevoegd zijn.</p>	<p>1° à l'ensemble de la base de données du Cadastre visée à l'article 3 1° a) afin d'éviter le cumul de paiement ;</p> <p>2° au réseau visé à l'article 3, 1° b) afin d'établir le droit aux prestations familiales dans les dossiers qui relèvent de leur compétence.</p>	<p>1° zur gesamten Datenbank des Kataster erwähnt in Artikel 1° a) um eine Kumulierung der Zahlungen zu vermeiden;</p> <p>2° für die Kindergeldakten, für die sie zuständig sind, zum Netzwerk erwähnt in Artikel 3 1° b) um das Anrecht auf Familienleistungen festzustellen.</p>
<p>De consultatie van de gegevens wordt beheerst door de persoonlijke toegangsrechten die worden toegekend aan elke gebruiker van de toepassing, in functie van de kinderbijslaginstelling en de toezichthoudende dienst waarbinnen hij zijn functie uitoefent en van de aard van deze functie.</p>	<p>La consultation des données est régie par des droits d'accès personnels octroyés à chaque utilisateur de l'application, en fonction de l'organisme d'allocations familiales et du service de contrôle au sein duquel il exerce sa fonction et selon la nature de cette fonction.</p>	<p>Die Konsultation der Daten wird durch persönliche Zugriffsrechte geregelt, die jedem Benutzer der Anwendung gewährt werden, abhängig von der Kindergeldeinrichtung oder der Aufsichtsbehörde, in der er seine Funktion ausübt und abhängig von der Funktion, die er in dieser Einrichtung ausführt.</p>
<p>§ 4. De persoonsgegevens, vermeld in paragraaf 2, worden door ORINT bewaard overeenkomstig de bewaartermijnen voorzien in respectievelijk artikel 109 van het Decreet van 8 februari 2018 met betrekking tot het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 34 van de Ordonnantie van 4 april 2019 tot vaststelling van het betaalcircuit voor de gezinsbijslag en artikel 23 van het Besluit van de Regering van 29 november 2018 tot uitvoering van het decreet van 23 april 2018 betreffende de gezinsbijslagen.</p>	<p>§ 4. Les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 sont conservées par l'ORINT conformément aux délais de conservation prévus respectivement à l'article 109 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, à l'article 34 de l'ordonnance du 4 avril 2019 établissant le circuit de paiement des prestations familiales et à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement du 29 novembre 2018 portant exécution du décret du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales.</p>	<p>§ 4. Die personenbezogenen Daten erwähnt in Paragraf 2 werden durch ORINT gemäß den Aufbewahrungsfristen aufbewahrt, die jeweils in Artikel 109 des Dekrets vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen, in Artikel 34 der Ordonnanz vom 4. April 2019 zur Festlegung des Zahlungswegs der Familienleistungen und in Artikel 23 des Erlasses der Regierung vom 29. November 2018 zur Ausführung des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen vorgesehen sind.</p>
<p>§ 5. ORINT is de verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 2.</p>	<p>§ 5. L'ORINT est le responsable du traitement des données à caractère personnel visées au paragraphe 2.</p>	<p>§ 5. ORINT ist der für die Verarbeitung Verantwortliche der in Paragraf 2 genannten personenbezogenen Daten.</p>

HOOFDSTUK 5. – Samenstelling, voorzitterschap en werking	CHAPITRE 5. - Composition, présidence et fonctionnement	KAPITEL 5. - Zusammensetzung, Vorsitz und Funktionsweise
Afdeling 1. - Bestuursorgaan	Section 1. - Organe d'administration	Abschnitt 1. - Verwaltungsorgan
<p>Art. 5. Het bestuursorgaan van ORINT bestaat uit drie leden.</p> <p>Elke gefedereerde deeltentiteit wijst hiertoe één vertegenwoordiger van haar bevoegde administratie aan. Elke gefedereerde deeltentiteit duidt naast één effectief lid ook één plaatsvervanger aan.</p> <p>Elk lid beschikt over één stem. Een plaatsvervanger heeft enkel een stem als hij een effectief lid vervangt.</p>	<p>Art. 5. L'organe d'administration de l'ORINT est composé de trois membres.</p> <p>Chaque entité fédérée désigne à cet effet un représentant de son administration compétente. Chaque entité fédérée désigne, outre un membre effectif, un membre suppléant.</p> <p>Chaque membre dispose d'une voix. Le membre suppléant ne dispose d'une voix que lorsqu'il supplée un membre effectif.</p>	<p>Art. 5. Das Verwaltungsorgan von ORINT besteht aus drei Mitgliedern.</p> <p>Jede Gebietskörperschaft bestellt zu diesem Zweck einen Vertreter ihrer zuständigen Verwaltung. Jede Gebietskörperschaft bestellt zusätzlich zu einem effektiven Mitglied ein Ersatzmitglied.</p> <p>Jedes Mitglied verfügt über eine Stimme. Ein stellvertretendes Mitglied hat nur eine Stimme, wenn es ein effektives Mitglied vertritt.</p>
<p>Art. 6. Het bestuursorgaan vergadert minstens viermaal per jaar, alsook op vraag van een lid. Het zetelt slechts geldig als de drie gefedereerde deeltentiteiten vertegenwoordigd zijn.</p> <p>In afwijking van het eerste lid zetelt het bestuursorgaan geldig als de gefedereerde deeltentiteiten vertegenwoordigd zijn die zetelen in de kamer die bevoegd is voor het agendapunt.</p>	<p>Art. 6. L'organe d'administration se réunit au moins quatre fois par an, ainsi qu'à la demande d'un membre. Il ne siège valablement que si les trois entités fédérées sont représentées.</p> <p>Par dérogation à l'alinéa 1er, l'organe d'administration siège valablement si les entités fédérées qui composent la chambre en charge de la mission inscrite à l'ordre du jour sont représentées.</p>	<p>Art. 6. Das Verwaltungsorgan kommt mindestens viermal im Jahr zusammen, sowie auf Anfrage eines Mitglieds. Er tagt nur rechtsgültig, wenn alle drei Gebietskörperschaften vertreten sind.</p> <p>In Abweichung von Absatz 1 tagt das Verwaltungsorgan rechtsgültig, wenn die Gebietskörperschaften vertreten sind, die der Kammer angehören, die für die Aufträge zuständig ist, die auf der Tagesordnung stehen.</p>
<p>Art. 7. Het voorzitterschap wordt afwisselend waargenomen door een van de leden van de vereniging, telkens voor een periode van één jaar, volgens de regels die vastgelegd zijn in de statuten.</p>	<p>Art. 7. La présidence tournante est assurée par un des membres de l'association, chaque fois pour une période d'un an, suivant les règles qui sont fixées dans les statuts.</p>	<p>Art. 7. Der Vorsitz wird abwechselnd von einem der Mitglieder der Vereinigung für die Dauer von jeweils einem Jahr nach den in den Statuten festzulegenden Bestimmungen geführt.</p>

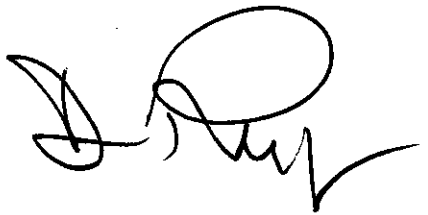
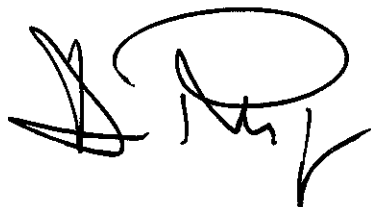
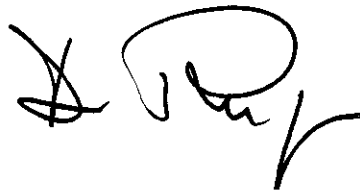
<p>Er wordt een ondervoorzitter aangesteld. De voorzitter en de ondervoorzitter mogen niet tot dezelfde gefedereerde deelentiteit behoren.</p>	<p>Un vice-président est désigné. Le président et le vice-président ne peuvent pas appartenir à la même entité fédérée.</p>	<p>Ein Vizevorsitzender wird bestellt. Der Vorsitzende und der Vizevorsitzende dürfen nicht der gleichen Gebietskörperschaft angehören.</p>
<p>Art. 8. De werking van het bestuursorgaan is vastgelegd in de statuten.</p> <p>Bij het bestuursorgaan worden kamers opgericht. Een kamer staat het bestuursorgaan bij voor elke opdracht die niet gezamenlijk wordt opgenomen door alle andere gefedereerde deelentiteiten. Deze kamer neemt alle initiatieven die noodzakelijk zijn om deze opdracht uit te voeren. Het bestuursorgaan neemt het initiatief om een kamer op te richten zodra alle gefedereerde deelentiteiten beslissen om een opdracht niet gezamenlijk op zich te nemen binnen de vereniging.</p> <p>De samenstelling van deze kamers en het aantal keren dat deze samenkomen, worden vastgelegd door de gefedereerde deelentiteit of door de gefedereerde deelentiteiten die de betreffende opdracht op zich nemen.</p> <p>Het bestuursorgaan kan alleen bij gemotiveerde beslissing afwijken van het advies van een kamer wanneer het van oordeel is dat de opdracht die is opgenomen door een gefedereerde deelentiteit of die gezamenlijk is</p>	<p>Art. 8. Le fonctionnement de l'organe d'administration est fixé dans les statuts.</p> <p>Des chambres sont créées au sein de l'organe d'administration. Une chambre assiste l'organe d'administration pour chaque mission qui n'est pas assumée conjointement par toutes les autres entités fédérées. Cette chambre prend toutes les initiatives nécessaires pour accomplir cette mission. L'organe d'administration prend l'initiative de créer une chambre dès que toutes les entités fédérées décident de ne pas assumer conjointement une mission au sein de l'association.</p> <p>La composition de ces chambres et le nombre de fois qu'elles se réunissent sont déterminés par l'entité fédérée ou les entités fédérées qui assument la mission en question.</p> <p>L'organe d'administration peut uniquement déroger à l'avis d'une chambre par une décision motivée lorsqu'il juge que la mission assumée par une entité fédérée ou conjointement par plusieurs entités fédérées est insuffisamment</p>	<p>Art. 8. Die Funktionsweise des Verwaltungsorgans wird in den Statuten festgelegt.</p> <p>Im Verwaltungsorgan werden Kammern eingerichtet. Eine Kammer unterstützt das Verwaltungsorgan bei der Ausübung der Aufträge, die nicht für alle Gebietskörperschaften gemeinsam ausgeführt werden. Zur Erfüllung dieses Auftrages ergreift diese Kammer alle erforderlichen Initiativen. Das Verwaltungsorgan ergreift die Initiative zur Einrichtung einer Kammer, sobald alle Gebietskörperschaften entscheiden, einen Auftrag nicht gemeinsam in der Vereinigung wahrzunehmen.</p> <p>Die Zusammensetzung dieser Kammern und die Häufigkeit der Sitzungen werden von der Gebietskörperschaft oder den Gebietskörperschaften, die den betreffenden Auftrag erteilen, festgelegt.</p> <p>Das Verwaltungsorgan kann nur durch eine mit Gründen versehene Entscheidung von der Stellungnahme einer Kammer abweichen, wenn er der Auffassung ist, dass der Auftrag, übernommen von einer Gebietskörperschaft</p>

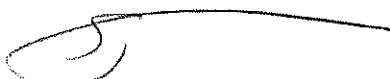
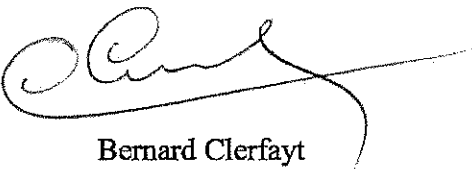
opgenomen door meerdere gefedereerde deeltentiteiten onvoldoende gefinancierd is om te worden opgenomen. De verdeelsleutel van de lasten die verbonden zijn aan deze opdracht wordt vastgelegd in de betrokken kamer.	financée pour être assumée. La clé de répartition des charges qui sont liées à cette mission est fixée au sein de la chambre concernée.	oder gemeinsam übernommen von mehreren Gebietskörperschaften, unzureichend finanziert ist, um übernommen zu werden. Der Verteilungsschlüssel der mit diesem Auftrag verbundenen Lasten wird in der betreffenden Kammer festgelegt.
Afdeling 2. - De algemene vergadering	Section 2. - L'Assemblée générale	Abschnitt 2. - Generalversammlung
Art. 9. De algemene vergadering is samengesteld uit zes leden. Elke gefedereerde deeltentiteit duidt hiertoe twee vertegenwoordigers van haar bevoegde administratie aan. Elke gefedereerde deeltentiteit duidt naast twee effectieve leden ook twee plaatsvervangers aan. Elke gefedereerde deeltentiteit beschikt over één stem, ongeacht het aantal vertegenwoordigers.	Art. 9. L'Assemblée générale est composée de six membres. Chaque entité fédérée désigne à cet effet deux représentants de son administration compétente. Chaque entité fédérée désigne, outre deux membres effectifs, deux membres suppléants. Chaque entité fédérée dispose d'une voix, quel que soit le nombre de représentants.	Art. 9. Die Generalversammlung ist zusammengesetzt aus sechs Mitgliedern. Jede Gebietskörperschaft bestellt zu diesem Zweck zwei Vertreter ihrer zuständigen Verwaltung. Jede Gebietskörperschaft bestellt neben zwei effektiven Mitgliedern auch zwei stellvertretende Mitglieder. Jede Gebietskörperschaft verfügt über eine Stimme unabhängig von der Zahl der Vertreter.
Art. 10. De werking van de algemene vergadering is vastgelegd in de statuten.	Art. 10. Le fonctionnement de l'Assemblée générale est fixé dans les statuts.	Art. 10. Die Funktionsweise der Generalversammlung wird in den Statuten festgelegt.
Afdeling 3. – Personeel	Section 3. – Personnel	Abschnitt 3. - Personal
Art. 11. Het personeel van de vereniging bestaat uitsluitend uit ambtenaren en personeelsleden van de gefedereerde deeltentiteiten. De in het eerste lid bedoelde personeelsleden blijven onderworpen aan de bepalingen over het personeel die op hen van toepassing zijn.	Art. 11. Le personnel de l'association est exclusivement composé de fonctionnaires et de membres du personnel relevant des entités fédérées. Les membres du personnel visés à l'alinéa 1 ^{er} restent assujettis aux dispositions relatives au personnel qui leur sont applicables.	Art. 11. Das Personal der Vereinigung besteht ausschließlich aus Beamten und Personalmitgliedern der Gebietskörperschaften. Die Personalmitglieder der Gebietskörperschaften unterliegen weiterhin den für sie geltenden Personalbestimmungen.
Art. 12. De Duitstalige Gemeenschap kan ervoor kiezen om, in plaats van artikel 11 toe te	Art. 12. La Communauté germanophone peut choisir, plutôt que d'appliquer l'article 11,	Art. 12. Die Deutschsprachige Gemeinschaft kann beschließen, anstelle der Anwendung von

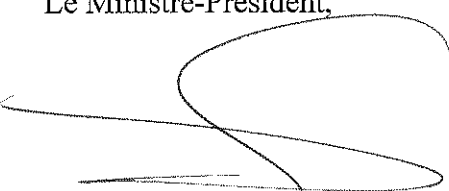
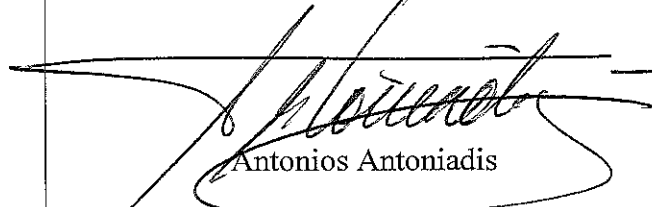
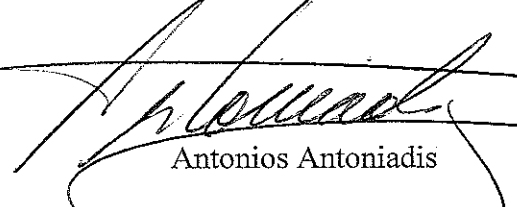
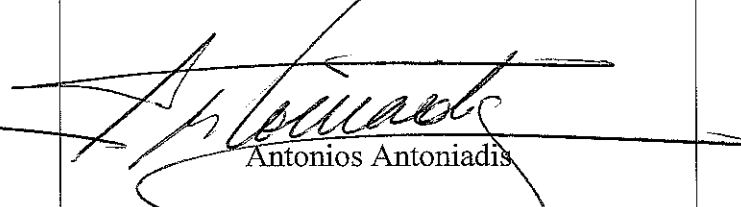
passen, per budgettair jaar, specifieke budgetten toe te kennen ter financiering van haar aandeel in de personeelskost..	d'attribuer des budgets spécifiques, par année budgétaire, en vue de financer sa part dans les frais de personnel.	Artikel 11, pro Haushaltsjahr, Sondermittel zur Finanzierung ihres Anteils an den Personalkosten zu gewähren.
Art. 13. Het bestuursorgaan bepaalt de personeelsbehoeften.	Art. 13. L'organe d'administration détermine les besoins en personnel.	Art. 13. Das Verwaltungsorgan legt den Personalbedarf fest.
HOOFDSTUK 6. - Financiering en budget	CHAPITRE 6. - Financement et budget	KAPITEL 6. - Finanzierung und Haushalt
Art. 14. De personeels- en werkingskosten van ORINT worden gedragen door elk van de gefedereerde deelentiteiten overeenkomstig de verdeelsleutel die werd vastgelegd in artikel 47/5, § 5, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.	Art. 14. Les coûts de personnel et de fonctionnement de l'ORINT sont supportés par chacune des entités fédérées conformément à la clé de répartition, qui a été fixée dans l'article 47/5, § 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.	Art. 14. Die Personal-, und Betriebskosten der Vereinigung werden durch die Gebietskörperschaften getragen gemäß dem Verteilungsschlüssel in Artikel 47/5 §5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen.
De werkingskosten van ORINT worden berekend met inachtneming van de door elke entiteit gedragen personeelskosten zoals bepaald in artikel 11 van dit akkoord.	Les coûts de fonctionnement de l'ORINT sont calculés en tenant compte des coûts de personnel assumés par chaque entité fédérée tels que prévus à l'article 11 du présent accord.	Die Betriebskosten von ORINT werden berechnet unter Berücksichtigung der Personalkosten die durch jede Gebietskörperschaft in Anwendung von Artikel 11 des vorliegenden Abkommens
De verdeling bedoeld in het eerste lid wordt aangepast voor opdrachten die niet gezamenlijk door alle andere gefedereerde deelentiteiten worden opgenomen. Het deel dat iedere deelentiteit op zich neemt, wordt bepaald door de kamer die de verantwoordelijkheid draagt voor de opdracht en is evenredig met de lasten van elke entiteit.	La répartition, visée à l'alinéa 1er, est adaptée pour les missions qui ne sont pas assumées conjointement par toutes les autres entités fédérées. La part prise en charge par chaque entité fédérée est déterminée par la chambre en charge de la mission et est proportionnée à la charge de chaque entité fédérée.	Die in Absatz 1 erwähnte Verteilung wird für Aufträge, die nicht von allen Gebietskörperschaften gemeinsam übernommen werden, angepasst. Der Teil, den jede Gebietskörperschaft übernimmt, wird durch die für den Auftrag zuständige Kammer bestimmt und steht im Verhältnis zu der Belastung jeder Gebietskörperschaft.
Art. 15. Het bestuursorgaan bepaalt het budget.	Art. 15. L'organe d'administration détermine le budget.	Art. 15. Das Verwaltungsorgan legt den Haushalt fest.

Het bestuursorgaan legt de jaarrekening en het voorstel van begroting voor het komende jaar ter goedkeuring voor aan de algemene vergadering.	L'organe d'administration soumet les comptes annuels et la proposition budgétaire pour l'année à venir à l'approbation de l'Assemblée générale.	Das Verwaltungsorgan legt den Jahresabschluss und den Haushaltsvorentwurf für das folgende Jahr zur Genehmigung der Generalversammlung vor.
Na goedkeuring door de algemene vergadering bezorgt het bestuursorgaan dit begrotingsvoorstel aan de regeringen van de betrokken gefedereerde deelentiteiten.	Après approbation par l'Assemblée générale, l'organe d'administration communique cette proposition budgétaire aux gouvernements des entités fédérées concernées.	Nach Genehmigung der Generalversammlung wird dieser Haushaltsvorentwurf vom Verwaltungsorgan den Regierungen der betreffenden Gebietskörperschaften weitergeleitet.
Het bestuursorgaan legt elk jaar het jaarverslag van de vereniging ter goedkeuring voor aan de algemene vergadering.	L'organe d'administration soumet chaque année le rapport annuel de l'association à l'approbation de l'Assemblée générale.	Das Verwaltungsorgan legt der Generalversammlung jährlich den Jahresbericht der Vereinigung zur Genehmigung vor.
Art. 16. Het financiële beheer van de vereniging wordt gecontroleerd door een bedrijfsrevisor, gekozen onder de leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren, aangeduid en herroepen door het bestuursorgaan.	Art. 16. La gestion financière de l'association est contrôlée par un réviseur d'entreprises, choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, désigné et révoqué par l'organe d'administration.	Art. 16. Die Finanzverwaltung der Vereinigung wird von einem vom Verwaltungsorgan benannten und widerrufenen Betriebsrevisor, aus dem Kreis der Mitglieder des Instituts der Betriebsrevisoren, überwacht.
HOOFDSTUK 7. - Slotbepalingen	CHAPITRE 7. - Dispositions finales	KAPITEL 7. - Schlussbestimmungen
Art. 17. Eventuele geschillen die ontstaan tussen de gefedereerde deelentiteiten over de uitlegging of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden beslecht in een ad-hoccommissie die bestaat uit een vertegenwoordiger van elke entiteit. Bij gebrek aan een akkoord wordt het geschil voorgelegd aan een rechtscollege zoals bedoeld in artikel 92bis, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De leden van dit rechtscollege zullen respectievelijk	Art. 17. Les différends éventuels qui surgissent entre les entités fédérées à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord de coopération sont réglés au sein d'une commission ad hoc composée d'un représentant de chaque entité fédérée. À défaut d'un accord, le différend est soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les membres de cette juridiction seront respectivement désignés par	Art. 17. Eventuelle Streitfälle die zwischen den Gebietskörperschaften bei der Interpretation oder der Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden durch eine Ad hoc-Kommission aufgenommen, zusammengestellt aus einem Vertreter jeder Gebietskörperschaft. Kommt keine Einigung zustande, wird der Streitfall einem Zusammenarbeitsgericht im Sinne von Artikel 92bis §5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt.

<p>benoemd worden door de Waalse regering, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de regering van de Duitstalige Gemeenschap. De werkingskosten van het rechtscollège worden gelijk verdeeld tussen de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest.</p>	<p>le Gouvernement wallon, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Gouvernement de la Communauté germanophone. Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis à parts égales entre la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune et la Région wallonne.</p>	<p>Die Mitglieder dieses Zusammenbeitsgerichts werden jeweils von der Wallonischen Regierung, dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft ernannt. Die Funktionsmittel des Zusammenbeitsgericht werden zu gleichen Teilen von der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemischten Gemeinschaftskommission und der Wallonischen Region getragen.</p>
<p>Art. 18. ORINT behoudt, zo nodig met wijzigingen, de rechten, verplichtingen, goederen en lasten die zijn aangegaan voor de inwerkingtreding van dit akkoord en die vanaf 1 januari 2022 verbonden zijn aan de uitvoering van de opdrachten die alleen betrekking hebben op de in artikel 1, 1° van dit akkoord bedoelde gefedereerde deelentiteiten.</p>	<p>Art. 18. L'ORINT maintient, en les modifiant si nécessaire, les droits, obligations, biens et charges pris avant l'entrée en vigueur du présent accord et qui sont liés, à partir du 1er janvier 2022, à l'exercice des missions qui concernent uniquement les entités fédérées visées à l'article 1, 1° du présent accord.</p>	<p>Art. 18. ORINT behält die Rechte, Pflichten, Vermögenswerte und Belastungen bei und ändert sie erforderlichenfalls, die vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens eingegangen wurden und die ab dem 1. Januar 2022 verbunden sind mit der Ausübung der Aufgaben, die nur die in Artikel 1, 1° dieses Abkommens genannten Gebietskörperschaften betreffen.</p>
<p>Art. 19. Het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen wordt opgeheven.</p>	<p>Art. 19. L'Accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission Communautaire Commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales est abrogé.</p>	<p>Art. 19. Das Zusammenbeitsabkommen vom 30. Mai 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Schaffung eines Interregionalen Organs für die Familienleistungen ist aufgehoben.</p>
<p>Art. 20. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 januari 2022 en treedt buiten werking op 31 december 2023. Het kan per jaar verlengd worden voor een of meer opdrachten</p>	<p>Art. 20. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1er janvier 2022 et prend fin le 31 décembre 2023. Il peut être prolongé par année pour une ou plusieurs missions reprises à</p>	<p>Art. 20. Vorliegendes Zusammenbeitsabkommen tritt am 1. Januar 2022 in Kraft und endet am 31. Dezember 2023. Es kann jährlich für eine oder mehrere der in</p>

vermeld in artikel 3, mits de instemming van alle regeringen van de gefedereerde deelentiteiten.	l'article 3 moyennant l'approbation de tous les gouvernements des entités fédérées.	Artikel 3 aufgeführten Aufgaben verlängert werden, sofern alle Regierungen der Gebietskörperschaften zustimmen.
In drie exemplaren te Brussel op	En 3 exemplaires, Bruxelles le 29 AOUT 2022	In 3 Exemplaren, Brüssel, den
Voor de Waalse Regering	Pour le Gouvernement wallon	Für die Regierung der Wallonischen Region
De Minister-president,  Elio Di Rupo	Le Ministre-Président,  Elio Di Rupo	Der Ministerpräsident,  Elio Di Rupo
De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met kinderbijslag, toerisme, erfgoed en verkeersveiligheid,  Valérie De Bue	La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  Valérie De Bue	Die Ministerin für öffentlichen Dienst, Verwaltungsvereinfachung, Kindergeld, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit,  Valérie De Bue

Voor de Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie	Pour le Collège de la Commission communautaire commune	Für das Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission
<p>De Voorzitter,</p> <p>Rudy Vervoort</p>	<p>Le Président,</p>  <p>Rudy Vervoort</p>	<p>Der Vorsitzende,</p> <p>Rudi Vervoort</p>
<p>Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen,</p>  <p>Sven Gatz</p>	<p>Le Membre du Collège Réuni, en charge des Prestations familiales,</p> <p>Sven Gatz</p>	<p>Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums, zuständig für Familienleistungen,</p> <p>Sven Gatz</p>
<p>Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen,</p> <p>Bernard Clerfayt</p>	<p>Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales,</p>  <p>Bernard Clerfayt</p>	<p>Das Mitglied des Vereinigten Kollegiums, zuständig für Familienleistungen,</p> <p>Bernard Clerfayt</p>

<p>Voor de regering van de Duitstalige Gemeenschap</p>	<p>Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone</p>	<p>Für die der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft</p>
<p>De Minister-president,</p>  <p>Oliver Paasch</p>	<p>Le Ministre-Président,</p>  <p>Oliver Paasch</p>	<p>Der Ministerpräsident,</p>  <p>Oliver Paasch</p>
<p>De Viceminister-president, minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,</p>  <p>Antonios Antoniadis</p>	<p>Le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement,</p>  <p>Antonios Antoniadis</p>	<p>Der Vize-Ministerpräsident, Minister der für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen,</p>  <p>Antonios Antoniadis</p>